

LA RCE DE LA PAIX

Volume 2 - N° 033

Mars 2009



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'1VOIRE

EDITORIAL

ASSURER LA PAIX EN OFFRANT DES ALTERNATIVES AUX JEUNES

L'expérience vécue des pays qui ont connu des conflits à travers le monde a montré qu'il y a un lien indéniable entre les possibilités d'épanouissement dont jouissent les jeunes et leur disponibilité pour d'éventuelles activités armées extralégales. En d'autres termes, le jeune qui gagne convenablement sa vie, celui qui a des perspectives d'avenir, se prête, d'une manière générale, moins volontiers aux aventures armées que celui qui n'en a pas.

Ainsi, la réussite de toute sortie de crise et, partant, de la construction d'une paix durable, passe nécessairement par la provision aux jeunes d'alternatives aux armes.

A la lumière de cette évidence et dans le cadre de son mandat d'appui aux parties ivoiriennes dans la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou (OPA), l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a lancé en août 2008 son Programme des Mille Microprojets avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

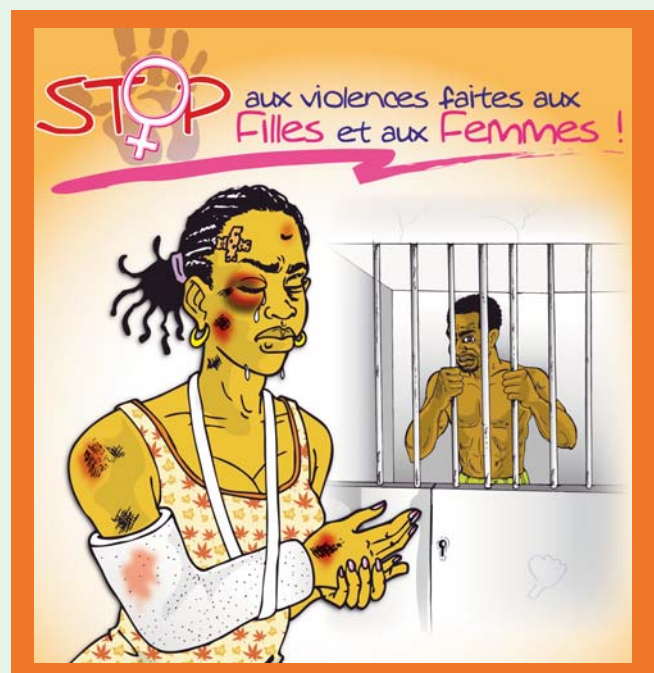
Le but de ce programme, financé à hauteur de 4 millions de dollars par le Fonds de Consolidation de la paix de l'ONU, est d'appuyer la réinsertion socio-économique des groupes qui avaient été impliqués, d'une manière ou d'une autre, dans le conflit armé ivoirien, ou qui en ont subi les effets. Il s'agit des anciens combattants, anciens miliciens, jeunes à risque et femmes associées au conflit. Cependant, il ne s'agit point, pour l'ONUCI, de se substituer aux autorités ivoiriennes : les mille microprojets entrent dans le cadre de l'appui au Programme national de réinsertion des ex-combattants et ex-miliciens, soutenu par les partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire : Union Européenne, Banque Mondiale, agences des Nations Unies, ONUCI, opérations bilatérales.

Lancé par le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, lors d'une tournée à l'intérieur du pays, le Programme est revenu au devant de la scène, six mois après, lorsque le chef de l'ONUCI a réalisé une mission d'évaluation dans diverses parties du pays ayant accueilli des microprojets. Les réactions de ses interlocuteurs - bénéficiaires, représentants des collectivités, membres de l'administration territoriale ou autre - ont démontré que le programme a été bien accueilli.

Un certain nombre de facteurs semblent expliquer l'engouement pour les microprojets que M. Choi a relevé, notamment chez les jeunes. Tout d'abord, la procédure suivie n'a pas été d'organiser des projets à l'intention des bénéficiaires potentiels : au contraire, ce sont les bénéficiaires qui ont proposé leurs projets. Ensuite, le nombre de bénéficiaires par projet demeure restreint – moins d'une vingtaine – ce qui en rend la gestion plus aisée. D'autres facteurs non négligeables sont la sensibilisation et l'encadrement.

Si, dans un premier temps, anciens combattants, jeunes à risque et femmes associées au conflit ont démontré ce qu'ils sont capables de faire une fois que les moyens nécessaires sont mis à leur disposition, l'avenir du programme dépendra en partie de la pérennisation de leur réussite. Il dépendra également de la capacité des bénéficiaires suivants d'émuler les pionniers, et de la volonté des communautés d'apporter leur soutien à ces initiatives alternatives.

Le Représentant Spécial a fait état de sa volonté de rechercher des financements additionnels après une deuxième évaluation dans trois mois, de la marche des projets. Cependant, l'évolution du programme national de réinsertion lui-même sera d'une importance capitale.



LE CONSEILLER MILITAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL S'IMPRÈGNE DE LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE.



Le Général Obiakor s'est entretenu avec le RSSG Y.J. Choi © UN / ONUCI

Le Conseiller militaire du Secrétaire général des Nations Unies, le Général Chikadibia Isaac Obiakor, a effectué une visite, du 16 au 19 mars, en Côte d'Ivoire pour s'imprégner de la situation dans le pays.

A cette occasion, il s'est entretenu avec le chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Y.J. Choi, et a rencontré plusieurs autorités civiles et militaires.

Le Général Obiakor, qui a échangé avec M. Choi sur l'avancée du processus de paix en Côte d'Ivoire ainsi qu'avec le Commandant de la Force de l'ONUCI, le Général Fernand Marcel Amoussou, s'est déclaré satisfait du travail accompli par les militaires onusiens sur le terrain.

Il s'est aussi entretenu avec des officiers de la Force Licorne, chargée d'appuyer

la Force onusienne dans le pays.

Il a ensuite rencontré le Chef d'état-major des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), le Général Philippe Mangou, puis s'est rendu, le jour suivant, à Yamoussoukro, la capitale politique, où il a rencontré le Commandant du Centre de Commandement Intégré (CCI), le Colonel Nicolas Kouakou.

Le CCI, composé d'éléments des deux forces protagonistes de la crise ivoirienne Les forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et les Forces Armées des Forces Nouvelles - a pour vocation de réaliser la démobilisation et le désarmement des ex-combattants ainsi que de sécuriser le processus de sortie de crise qui doit aboutir aux prochaines élections générales. Le Général Obiakor, qui a été informé sur

les nombreuses difficultés d'ordre logistique et financière du CCI, a indiqué qu'il rendrait compte de la situation afin d'examiner la possibilité pour les Nations Unies de renforcer leur soutien à cette structure.

Il a toutefois souligné que le processus de paix était, d'abord, la responsabilité des Ivoiriens eux-mêmes.

Le Général Obiakor a aussi mis à profit sa visite sur le terrain pour s'imprégner des conditions de travail des contingents du Bangladesh, du Pakistan et de la France déployés à Yamoussoukro, avant de mettre le cap sur le Libéria où il a aussi rencontré les troupes militaires de l'ONU déployées dans ce pays.

LES CARAVANES SCOLAIRES POUR SEMER LES GRAINES DE LA PAIX CHEZ LES ÉLÈVES

Plusieurs centaines d'élèves ont participé, le 4 mars, au Lycée Moderne de Tabou, 465 Km à l'Est d'Abidjan, à la caravane scolaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). A travers des sketches et un jeu-concours de questions-réponses, portant sur la connaissance de la culture de la paix, les participants se sont familiarisés à des notions, dont la non-violence et le respect du droit à la différence.

« Cette caravane scolaire avec les établissements de Tabou tombe à point nommé car on nous a signalé des incidents, ces derniers jours », a déclaré le Directeur Régional de l'Education Nationale du Bas-Sassandra, Nicolas Effimbra.

Comme lui, les autorités politiques et administratives de Tabou ont salué la tenue de l'événement, qui a été une occasion pour elles d'inviter les élèves de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) à un changement de comportement et à œuvrer pour la paix en milieu scolaire.

« Nous tenons à dire, ici, que la FESCI s'inscrira dorénavant résolument sur la route de la Paix », a affirmé le coordon-



Des centaines d'élèves ont participé à cet événement... © UN / ONUCI

nateur départemental de la FESCI, Patrice Tiakoué, présentant les excuses de son organisation aux autorités et aux victimes pour les actes commis par certains de ses membres, et faisant remarquer que la violence n'avait engendré que douleurs et souffrances.

« Vos écoles doivent demeurer des havres de paix et d'espoir », a conseillé le chef de la délégation de l'ONUCI, Cheick Touré, qui a aussi invité les élèves à s'inscrire durablement sur la route de la paix.

La caravane scolaire sont organisées par le Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI dans le cadre de ses efforts de promotion des valeurs de la culture de la paix et de lutte contre la violence à l'école. L'événement, qui permet également à la mission onusienne de vulgariser son mandat auprès des élèves, s'est déroulé dans une centaine d'établissements scolaires à travers tout le pays, depuis 2007.

Dans le sillage des caravanes scolaires, l'ONUCI installe aussi des étoiles de la paix, sélectionnées parmi les élèves pour leurs qualités reconnues, afin de porter le message de la paix à leurs pairs.

Aujourd'hui, nombre de ces étoiles de la paix reprennent la relève en promouvant auprès de leurs camarades les principes de la culture de la paix.

Yannick Buchli



...en s'exprimant à travers des sketches portant sur la connaissance de la culture de la paix. © UN / ONUCI

L'ONUCI PRÊT A MOBILISER DES FONDS ADDITIONNELS POUR LES 1000 MICROPROJETS



Le RSSG Y.Y. Choi a ouvert le séminaire d'évaluation de la mise en œuvre des 1000 microprojets à Bouaké © UN / ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi, avait un message spécial pour les participants au séminaire organisé les 4 et 5 mars à Bouaké par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et ses partenaires sur le Programme des Mille Microprojets. Si la phase initiale de la mise en œuvre du Programme s'avérait concluante, a-t-il dit, l'ONUCI allait mobiliser des fonds additionnels pour étendre l'opération.

Le Programme des Mille Microprojets vise à contribuer à la réinsertion socio-économique des ex-combattants, anciens miliciens, jeunes à risque et femmes affectées par le conflit ivoirien.

Lancé en août 2008 par le chef de l'ONUCI, il est financé par le Fonds de la Consolidation de la Paix de Nations Unies à hauteur de quatre milliards de francs CFA. M. Choi a indiqué, lors de l'ouverture du séminaire, que des contributions additionnelles de l'ordre de 3 milliards de francs CFA pouvaient être

recherchées auprès des bailleurs de fonds à condition que la phase actuelle aboutisse à des changements concrets dans la vie des bénéficiaires des microprojets.

Le Représentant Spécial a partagé sa vision sur l'Initiative des microprojets en notant que trois principaux objectifs leur étaient assignés, à savoir : procéder au désarmement par défaut promouvoir le maintien de la paix et consolider la cohésion sociale.

S'exprimant en particulier sur le désarmement par défaut, à travers la mise en œuvre des microprojets, M. Choi a souligné que ce concept était en phase avec « les recommandations de Stockholm sur le DDR qui reconnaissent la possibilité d'obtenir la réinsertion des ex-combattants avant le désarmement et la démobilisation ».

« A travers la réinsertion, a-t-il déclaré, nous entendons arriver au désarmement par défaut (...) avec l'intention de rendre les armes légères individuelles

inutiles par le biais des microprojets, faute de pouvoir les enlever totalement ». Le séminaire a bénéficié de la présence des représentants d'agences du système des Nations Unies et du Sous-préfet de Bouaké, M. Magloire M'Bahia, qui a réaffirmé le soutien de l'Etat ivoirien au programme des « 1000 microprojets » de l'ONUCI et de ses partenaires.

Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ceux des partenaires nationaux du programme, en l'occurrence, le Programme national pour la réinsertion et la réhabilitation communautaire (PNRRC) et le Programme national du service civique (PNSC) ont mis en exergue l'intérêt du séminaire et la nécessité de consolider les acquis de l'opération des « 1000 microprojets » pour la réinsertion.

ENTHOUSIASME ET ESPOIR AUTOUR DES 1000 MICROPROJETS CHEZ LES JEUNES ET LES FEMMES DE CÔTE D'IVOIRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, s'est dit encouragé, fin février, après avoir constaté l'engouement des jeunes et des femmes qui ont bénéficié de la première tranche des 1000 microprojets.

A l'issue de la caravane qu'il a effectuée du 24 au 28 février, dans cinq villes du pays, Bouaké, Séguéla, Daloa, Issia et San Pedro, M. Choi avait pu évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme des mille Microprojets qu'il a lancé en août 2008.

Il s'est d'abord rendu à Bouaké (400



M. Choi a échangé avec des bénéficiaires... © UN / ONUCI



...et a constaté l'état d'avancement de certains projets © UN / ONUCI

km au nord d'Abidjan). A cette première étape, il a visité deux projets d'élevage : un élevage de poulets à 10 km au Nord de Bouaké, réalisé par vingt ex-combattants et jeunes à risques ainsi qu'un élevage de porcs dans le village d'Oliénou, à 5 km, à l'Est de la ville.

Les ex-combattants reconvertis à l'élevage de poulets ont monté une ferme grâce au financement obtenu des 1000 microprojets. En décembre dernier, ils ont vendu environ 1500 poulets, réalisant un large profit qui leur a permis de lancer, accessoirement, un commerce de riz.

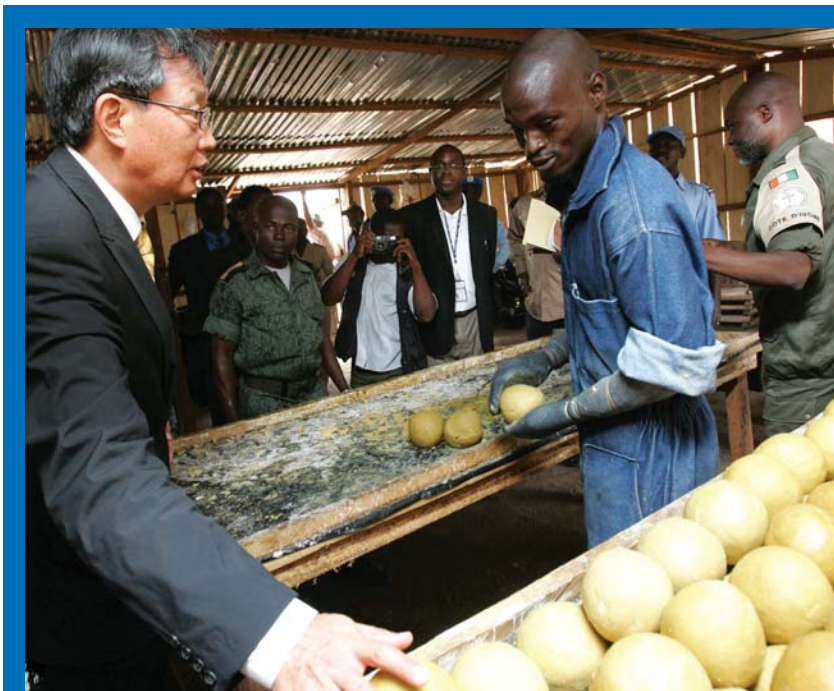
A l'autre bout de la ville, sept de leurs camarades qui avaient également bénéficié du même financement, ont réalisé une ferme d'élevage de porcs. Ils ont acquis initialement 21 porcs qu'ils ont engraisés puis vendus. Ils ont cependant gardé 5 truies dont les mises bas favorisent, aujourd'hui, l'agrandissement du cheptel. « La guerre est très difficile. J'ai toujours rêvé de retrouver une activité civile pour gagner ma vie sans faire de mal à personne », explique Adama Soro, un des bénéficiaires.

Depuis le début de ses activités d'élevage, Soro ne porte plus d'armes et quand il traverse le village, les enfants ne fuient plus sur son passage. Deux salles de classes construites par l'ONUIC dans le village d'Oliénou, dans

le cadre de l'appui aux communautés d'accueil des ex-combattants ont, au contraire, amélioré les rapports de Soro et de ses camarades avec les populations contre lesquelles certains usaient parfois de brimades. L'initiative des « 1000 microprojets pour la paix » a facilité le retour à la vie civile de nombreux ex-combattants.

A Séguéla, des bénéficiaires du programme ont expliqué au Représentant spécial, comment les projets ont amélioré leur vie. « *Le projet m'a permis de retourner à la vie civile et d'oublier beaucoup de choses. Aujourd'hui, mes camarades et moi, nous avons un salaire et nous pouvons nous prendre en charge* », témoigne Soro Ndohoulé, qui, avec sept de ses camarades, a lancé une fabrique de savons artisanaux.

Les ex-combattants ont conquis une clientèle de plus en plus grande. « *Notre capacité de production actuelle n'est pas suffisante pour le marché que nous avons. Nous avons même des commandes depuis le Burkina Faso* », a indiqué Ndohoulé. Devant autant de succès, le Représentant spécial a promis d'accorder un nouvel appui d'au plus un million F CFA à ce projet. « *Nous allons vous soutenir pour votre motivation et vous devez multiplier vos efforts* », leur a-t-il dit.



...Il a salué les efforts des jeunes... © UN / ONUCI

A Séguéla, comme à Daloa, Issia et San Pedro, M. Choi a visité plus d'une centaine de bénéficiaires qui travaillaient avec sérieux dans des fermes d'élevage, de culture maraîchère et de pisciculture ainsi que dans un restaurant et une station de lavage d'automobiles. « *Nous avons maintenant une idée très claire des projets qui marchent bien. Nous allons pouvoir*

répliquer cela ailleurs », a déclaré M. Choi, saluant le courage de la jeunesse et des femmes ivoiriennes. « *Nous allons solliciter de nouveaux financements pour aider les autres* », a-t-il promis, invitant les jeunes à tourner le dos au banditisme. « *Il faut passer du braquage à l'élevage. Il n'y a pas d'avenir dans la délinquance. L'avenir est dans les microprojets* », a-t-il lancé.



...et a encouragé les initiatives de développement © UN / ONUCI

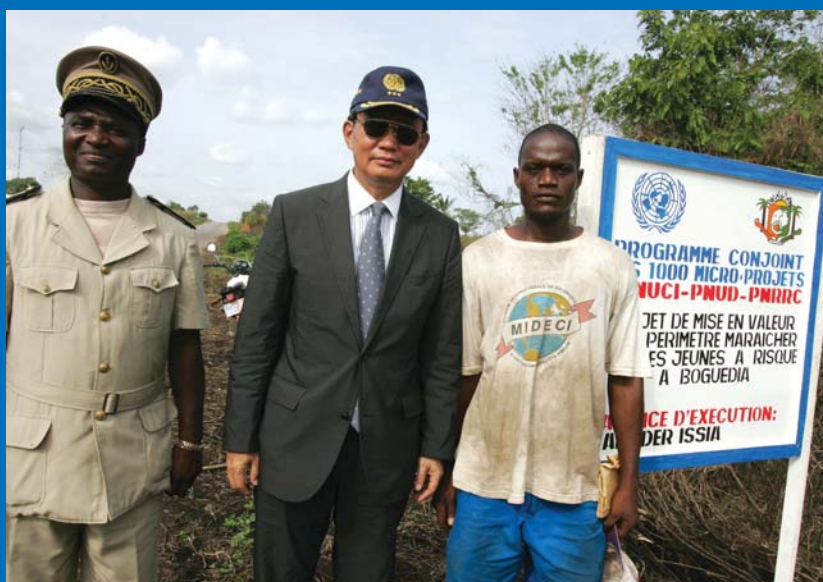


Devant l'engouement suscité par les projets, le RSSG... © UN / ONUCI

Aux différentes étapes de sa tournée, M. Choi a discuté avec les autorités locales ainsi qu'avec les agents d'encadrement technique, dont l'intervention a été déterminante dans le succès des projets. « *Le potentiel dont dispose la Côte d'Ivoire est très encourageant, en termes de ressources naturelles et intellectuelles. Cela est nécessaire à la réalisation de ces projets* », a commenté le chef de la section du DDR de l'ONUCI, M. Sidi Ould Zahabi, qui accompagnait le Représentant spécial, de même que le Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), M André Carvalho, et un Conseiller technique de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, M. Camille Dua Kobenan.

De retour à Abidjan, le Représentant spécial a échangé avec le président Laurent Gbagbo et l'opposant Alassane Ouattara, sur le fonctionnement de ces projets.

Les Programmes des 1000 microprojets, doté de 4 millions de dollars, est une initiative pilote de réinsertion financée par le Fonds de Consolidation de la paix des Nations Unies, dans le cadre de l'appui au programme national de réinsertion des ex-combattants et ex-mili-



les autorités et les jeunes scrutent l'avenir avec espoir © UN / ONUCI

ciens. Elle est soutenue par les partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire (Union Euro-péenne, Banque Mondiale, agences des Nations Unies, ONUCI, opérations bilatérales).

Environ 1200 personnes ont déjà bénéficié, de ces projets, qui visent aussi à contribuer à la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes, tout en créant

un environnement sécuritaire stable pour des élections libres et transparentes.

Le montant du financement se situe entre 300 000 FCFA et 420 000 FCFA par ex-combattant.

Parfait Kouassi

L'ASSISTANCE DE L'ONUCI AU DÉVELOPPEMENT DES RADIOS LOCALES

Les radios locales jouent un rôle essentiel dans la promotion de la paix auprès des communautés. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), dans le cadre de ses activités en faveur du développement des médias, leur a apporté un appui en formation et en matériels techniques.

Une quinzaine d'animateurs de radios exerçant dans la région Abidjanaise, ont pris part, fin janvier, à un atelier sur la gestion administrative, financière et commerciale des radios privées. La méconnaissance des règles et de la techniques de gestion est bien souvent à l'origine de nombreux problèmes rencontrés par ces radios, dont le rôle dans la promotion du processus de paix est primordial. L'ONUCI a organisé la formation pour donner aux acteurs les rudiments nécessaires à une gestion plus professionnelle de leurs radios.

Cette formation fait suite à plusieurs autres organisées par l'ONUCI sur les règles et techniques professionnelles du métier de journalisme, qui sont également nécessaires pour une contribution positive des radios au processus de paix. Des centaines d'animateurs des radios de proximité de toute la Côte d'Ivoire ainsi que de la radio nationale



L'ONUCI aide les radios locales, par la formation... © UN / ONUCI

ont bénéficié des formations qui portaient sur divers thèmes dont : « Journalisme radio, journalisme sensible au conflit » et « Education citoyenne en période électorale ».

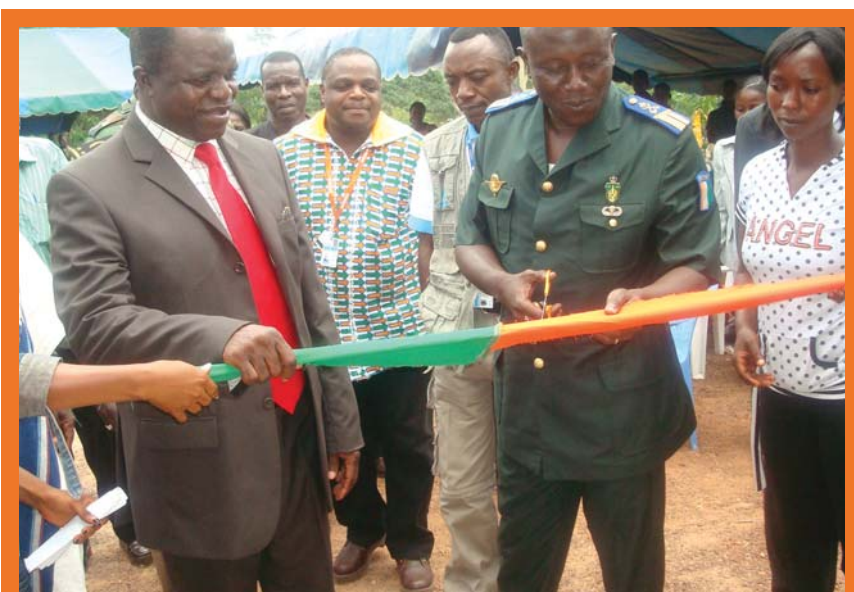
L'appui de l'ONUCI aux radios locales se présente aussi sous forme d'équipements technique. Début mars, la radio rurale de San Pedro a inauguré des mobiliers et des

équipements offerts par l'ONUCI. D'autres radios comme celles d'Oumé et de Toulepleu ont bénéficié d'une aide similaire.

Cet appui est octroyé à travers les projets à impact rapide par le biais desquels la mission onusienne contribue aux initiatives locales qui profitent directement aux communautés. D'autres radios locales, comme celles de Tortiya, d'Agnibilekro et d'Agboville, dont les dossiers sont en examen, devraient également bénéficier des mêmes appuis.

L'aide au développement des médias par la stimulation du professionnalisme et du respect de la déontologie ainsi que l'appui au gouvernement ivoirien en matière de communication et d'activités de promotion du processus de paix, font partie du mandat de l'ONUCI.

Ce mandat comprend aussi le suivi du travail des médias nationaux et internationaux, en vue de rapporter aux instances compétentes, les incitations à la haine, à la violence ou à l'intolérance.



...mais aussi par l'équipement © UN / ONUCI

APPUI DE L'ONUCI AUX FORCES DE SÉCURITÉ IVOIRIENNE : UNE COLLABORATION EXEMPLAIRE



Les forces de sécurité ivoiriennes suivent avec intérêt les formations organisées par l'ONUCI © UN / ONUCI

Au fil des ans, les relations entre la police des Nations Unies (UNPOL) et la police ivoirienne n'ont cessé de croître et de s'améliorer. Ce partenariat exemplaire tire également sa source dans la création d'un Groupe de travail créée en 2007, à l'initiative de l'UNPOL et réunissant les directeurs généraux adjoints de la police, de la gendarmerie et de la douane ainsi que le Centre de Commandement Intégré (CCI). « *Nous collaborons étroitement avec la police, la gendarmerie et la douane ivoiriennes en apportant notre appui et expertise à travers notre secteur de la réforme et de la restructuration, conformément au mandat de la mission* », a indiqué le chargé des programmes et Assistant spécial du Chef par intérim de l'UNPOL, Heinrich Kubina.

Dans cette période cruciale de relance et de restructuration, il importe surtout de rehausser la compétence professionnelle des agents et d'établir des services de sécurité sur toute l'étendue du territoire, dans le respect des droits de l'homme et des normes internationales.

La relance des activités du Centre Régional de formation à la lutte contre la drogue (CRFLD) à Grand-Bassam en septembre 2008, l'un des 35 projets identifiés par l'UNPOL, constitue un motif de satisfaction et de fierté pour la police nationale et onusienne.

Le Directeur général de la police nationale, l'Inspecteur général Brindou M'bia, dont la préoccupation majeure est de faire en sorte que la police ivoirienne soit excellente, a salué la présence de l'ONUCI à leurs côtés et espéré que cette collaboration profite autant que possible aux 17 000 policiers en fonction. « *Nous avons les hommes, l'ONUCI a l'opportunité de trouver des financements ainsi que de la matière grise; il s'agit pour nous de faire en sorte de prendre un maximum de ce qu'ils ont à nous offrir* ».

Des stages de formation pour les policiers nationaux

Reconnaissant les mérites des policiers et gendarmes ivoiriens, M Kubina a estimé qu'il y avait un fort potentiel et des ressources humaines de qualité. « *IL suffit tout simplement de les mettre à jour par des formations* », a-t-il dit. Le Colonel Gbéli Gabo Gilbert, Comman-

dant de la 1^{ère} Légion/ gendarmerie départementale, a salué en particulier les formations des agents en stupéfiants, des directeurs d'enquêtes et des utilisateurs de malles de police judiciaire. Il a exhorté les stagiaires à en faire bon usage et à en tirer profit dans l'intérêt du service.

Des CD-rom ont été confectionnés par l'UNPOL et distribués aux formateurs nationaux qui dispensent à leur tour des stages aux utilisateurs des malles de scènes de crime. « *Ces formations dont bénéficient nos éléments doivent faire l'objet d'une tradition à transmettre aux autres fonctionnaires de police* », a souligné le Directeur général adjoint chargé de la police scientifique, le commissaire Roger Godrin Kouadio qui a, par ailleurs, remercié les bailleurs de fonds pour le financement des projets. « *Nous répondons tout simplement aux besoins des Forces de police et de gendarmerie avec les moyens dont nous disposons ou nous faisons appel à des aides extérieures* », renchérit M. Kubina.

En décembre 2008, l'UNPOL, dans la recherche de financements, avait organisé une conférence de coordina-



Une participante recevant son certificat des mains du colonel Campiche de l'UNPOL
© UN / ONUCI

tion avec les ambassades et les institutions internationales présentes en Côte d'Ivoire pour sensibiliser les bailleurs de fonds. « *Cinq ambassades ont répondu favorablement à la présentation de certains projets* » explique-t-il. L'UNPOL fait également appel à l'expertise des autres sections de l'ONUCI.

600 agents de sécurité des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN) formés en 2006 par l'UNPOL, ont été pris en compte directement dans les effectifs de la police et de la gendarmerie ivoirienne, conformément à l'Accord politique de Ouagadougou.

Dans la partie nord et ouest de la Côte d'Ivoire, la collaboration entre l'UNPOL et la police ivoirienne se reflète surtout sur le terrain à travers les six brigades mixtes et les patrouilles conjointes et communautaires quotidiennes.

La mission d'assistance de l'UNPOL aux policiers, gendarmes et douaniers se fait également dans les domaines de l'identification par l'observation du processus en cours dans les centres d'enrôlement. L'UNPOL a encadré environ cent vingt-trois policiers et gendarmes ivoiriens sélectionnés pour participer aux missions de maintien de la paix en Haïti, en RDC, au Soudan et au Tchad.

L'UNPOL, à travers toutes ces actions contribue à réhabiliter l'autorité et le respect des Forces de sécurité interne, par le développement de l'éthique et du professionnalisme, ce qui, permettra de redonner confiance à la population.

Juliette Mandan Amantchi

L'ONUCI CONTRIBUE À LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME CHEZ LES JEUNES DU BAS-SASSANDRA

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a apporté, en mi-mars, son appui matériel et financier à l'organisation de plusieurs activités de sensibilisation au respect des droits de l'homme, dans la région du Bas Sassandra.

Le bureau régional des droits de l'homme de la mission a organisé, du 09 au 11 mars, en collaboration avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme et les ONG locales, des journées de sensibilisation aux droits de l'homme à San Pedro. ces activités avaient pour objectif d'offrir aux populations, une tribune d'écoute, d'information et de sensibilisation aux droits de l'homme.

Dans ce cadre de cette manifestation, l'ONUCI a facilité la visite des prisons de Tabou et de Sassandra et a animé

un jeu-concours d'élèves sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH).

Dans la même semaine, le bureau régional des droits de l'homme a appuyé l'organisation d'une campagne de sensibilisation organisée par le Club des droits de l'homme du Collège Saint des Saints de Soubré. L'événement visait à inculquer le respect des droits de l'homme aux élèves du Collège. La Bonne Etoile de Méagui (70 km, au nord de San Pedro).

Environ deux cent (200) élèves et leurs encadreurs ont participé à cette campagne. « *Il est impossible de vivre dans une société et d'ignorer ses propres droits* », a indiqué le Directeur des études du Collège Moderne de Méagui, M. Gba Hyacinthe. « *Les droits de l'homme étant d'actualité, l'initiative*

de sensibiliser les élèves à cette notion est bienvenue », a-t-il ajouté.

Le chef du bureau régional des droits de l'homme de l'ONUCI dans le Bas-Sassandra, Catherine François a encouragé les élèves de Méagui. « *La promotion de cette notion était un facteur de paix dont la jeunesse doit s'emparer afin de contribuer, à sa façon, à une société juste et équitable* », a-t-elle indiqué.

Lors de ces activités, l'ONUCI a organisé un jeu-concours auquel ont participé de nombreux élèves. A Méagui, ce sont les officiels qui ont posé aux élèves des questions portant sur les droits de l'homme. A l'issue de ces sensibilisations, des clubs de droits de l'homme ont été installés dans les établissements.

Yannick Buchli

DES COMITÉS DE SURVEILLANCE POUR COMBATTRE LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES



Les sensibilisations aident les femmes à prendre leurs responsabilités © UN / ONUCI

Les violences faites aux femmes sont des sources de souffrances physiques et psychologiques. « Ces violences sont sources d'humiliations. Elles ternissent non seulement, l'image de la femme, vis-à-vis de la société, mais occasionnent aussi des maladies », a expliqué Mme Oulai Marthe, une femme qui lutte avec ses camarades contre ce type de violence dans le village de Lokosso, près de Duekoué.

Dans ce petit village de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, comme partout dans le pays, les femmes se sont souvent plaintes des violences dont elle sont victimes. « Les violences sur les femmes influencent négativement l'éducation des enfants », a indiqué Bah Lucie, une habitante du village. « Sur le plan psychologique la femme est abattue, elle tombe souvent malade et peut même en mourir ; ce qui n'est pas normal », a-t-elle ajouté.

L'Opération des Nations Unies en Côte

d'Ivoire et l'ONG International Rescue Committee (IRC), ont initié des activités de sensibilisation pour aider les femmes à dénoncer ces violences et à les combattre. Dans le cadre du suivi de ces activités de la sensibilisation, le Bureau régional de l'Information Publique de l'ONUCI a mis en place, début mars, un Comité de surveillance et de rapportage des cas de violences faites aux femmes ainsi qu'à la jeune fille. Le comité est composé de femmes qui jouent un rôle de sentinelle dans leurs voisinages.

Si un tel comité avait existé, les violences contre Bleu Fah Agnes auraient été dénoncées et des actions prises, avant que cette femme n'ait succombée aux violences de son conjoint, indique Doh Helene, la présidente de l'association des femmes Yacouba de Lokosso.

Le comité qui se présente dans le village comme une police, pourra désormais trancher dans les querelles

au sein des ménages et mettre fin aux violences, s'est réjoui Oulai Marthe. La mise en place du comité a même favorisé un changement de comportement chez les hommes de Lokosso, font remarquer les femmes du village.

Même si elles se réjouissent de cette initiative, les femmes de Lokosso souhaitent que l'ONUCI poursuivent son appui à ce combat en continuant la sensibilisation et les visites d'évaluation de la situation. Ces femmes souhaitent également obtenir une aide financière pour réaliser des activités génératrices de revenus au sein de leurs différentes coopératives.

L'ONUCI et ses partenaires organisent de nombreuses activités à travers le du pays, notamment des activités de plaidoyer et de sensibilisation sur les droits de la femme, afin d'aider à lutter contre ces violences.

Prisca Soumahoro